

Bruxelles 30. Sept. 1991

CONSEIL D'ASSOCIATION CEE - TURQUIE

Délégation Turquie

MR SAFA GIRAY

Ministère AFF. ETRANGERES H. HATUTES

COMMISSION

Y3230
Y3300

ΕΛΛΑΣ

M. A. SAKARAS *Prés*

M. G. PAPASTAMKIOS
Sec. Etat

ESPAÑA

M. C. WESTENDORP
Sec. Etat

FRANCE

M. DUMAS *Prés*

M. E. GUIGOU
Prés Aff. Etr.

IRELAND

Mr. P. Mac Rannan *Perm. Rep*

Mr. P. Gunning

ITALIA

M. DE MICHELIS
Prés

LUXEMBOURG

M. POOS *Prés*

VAN DEN BROEK

PRESIDENT

DEUTSCHLAND

M. V. SEILER-ALBRING
Sec. Etat

DANMARK

M. J. ORSTROM-ROLLER
Sec. Etat

BELGIE
BELGIQUE

M. EYSKENS
Prés

UNITED
KINGDOM

M. D. HURN
Prés

PORTUGAL

M. V. MARTINS
Sec. Etat

NEDERLAND

M. P. DANIKERT
Sec. Etat

COMMUNICATION A LA PRESSE

Bruxelles, le 30 septembre 1991

CEE-TR 111/91 (Presse 160)

COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

Le Conseil d'Association CEE-Turquie a tenu sa 32ème session le lundi 30 septembre 1991, sous la présidence de M. I. Safa GIRAY, Ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie.

La délégation de la Communauté européenne était conduite par M. Hans van den BROEK, Ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, Président en exercice du Conseil des Communautés européennes.

La Commission était représentée par M. Abel MATUTES.

Les Etats membres de la Communauté étaient représentés comme suit :

Belgique	: M. M. EYSKENS Ministre des Affaires étrangères
Danemark	: M. J. ØRSTRØM MØLLER Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
République fédérale d'Allemagne	: Mme U. SEILER-ALBRING Ministre adjoint aux Affaires étrangères

Grèce	: M. A. SAMARAS Ministre des Affaires étrangères M. G. PAPASTAMKOS Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
Espagne	: M. C. WESTENDORP Secrétaire d'Etat pour les relations avec les Communautés européennes
France	: M. R. DUMAS Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères Mme E. GUIGOU Ministre des Affaires européennes
Irlande	: M. Mac KERNAN Représentant Permanent
Italie	: M. G. DE MICHELIS Ministre des Affaires étrangères
Luxembourg	: M. J. POOS Ministre des Affaires étrangères
Pays-Bas	: M. H. van den BROEK Ministre des Affaires étrangères M. P. DANKERT Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
Portugal	: M. V. MARTINS Secrétaire d'Etat à l'Intégration européenne
Royaume-Uni	: M. D. HURD Ministre des Affaires étrangères

Lors de cette session, les deux parties ont exposé leur position respective sur l'état et les perspectives des relations d'association entre la Communauté et la Turquie.

Le Conseil d'association a ainsi entendu des déclarations de M. I.S. GIRAY au nom de la Turquie, de M. H. van den BROEK au nom de la Communauté, de M. A. MATUTES pour la Commission ainsi que du représentant de la Banque européenne d'Investissement.

Les deux parties se sont félicitées de la tenue de cette session qui marque la reprise des travaux du Conseil d'association dans la perspective du renforcement des relations d'association entre la Communauté et la Turquie.

ancer des actions des-
programmes d'ajuste-
œuvre dans les pays

u Parlement européen
Sahara occidental.

du Parlement européen
de paix des Nations unies
occidental — JO C 129
CE 4-1991, point 1.3.24

lement européen, le
lement confirme son
aux Nations unies
mission et aux États
influence pour assu-
plan et de contribuer
ctions de rapatriement
éfugiés sahraouis réali-
missariat des Nations
és.

JO C 267 du 14.10.1991

du Parlement européen
palestiniennes dans la
éenne de produits en
itoires occupés.

91/408/CEE du Conseil
une assistance financière en
es populations palestinien-
occupés — JO L 227 du
CE 7/1991, point 1.3.19

Parlement européen, le
Parlement rappelle la
ontrôle parlementaire
tion des exportations
l'élimination des entra-
aux relations économi-
territoires occupés. Il
étudiées les possibilités
ges de la Communauté
occupés et préconise,
éation d'un fonds de
on des recettes d'expor-
temporaire de stabilisa-
tion plus étroite de la

Bull. CE 9-1991

Communauté avec le Programme des
Nations unies pour le développement
(PNUD), et l'envoi sur place d'un représen-
tant permanent de la Communauté. Il attire,
par ailleurs, l'attention sur les difficultés
d'approvisionnement en eau de la région.

JO C 267 du 14.10.1991

Turquie

1.3.31. Conseil d'association CEE-Tur- quie.

- Réunion précédente: Bull. CE 9-1986, point
2.2.19

Réunion à Bruxelles, le 30 septembre. Le
conseil d'association, dont c'était la pre-
mière réunion depuis 1986, était présidé par
M. S. Giray, ministre des Affaires étrangères
de Turquie. La délégation de la Commu-
nauté était dirigée par M. H. Van den Broek,
président du Conseil, la Commission étant
représentée par M. A. Matutes, membre.
Dans son intervention, M. H. Van den
Broek s'est réjoui de la tenue de cette réu-
nion, puis a exposé les problèmes se posant
dans le cadre des relations entre la Commu-
nauté et la Turquie.

États-Unis, Japon et autres pays industrialisés

États-Unis

1.3.32. Visite de Sir Leon Brittan, vice-
président de la Commission, du 22 au
24 septembre.

Sir Leon Brittan a été reçu par MM. A.
Greenspan, président de la Banque fédérale
de réserve, D. Milford, sous-secrétaire
d'État, R. Glauber, sous secrétaire d'État au
Trésor, ainsi que par des membres de la
Chambre des représentants et du Sénat.

Lors de cette visite ont été signés un arrange-
ment administratif sur l'application du droit
de la concurrence (→ point 1.2.14) ainsi
qu'une déclaration commune sur la coopé-
ration en matière de valeurs mobilières.
Cette déclaration vise à faciliter les échanges

Bull. CE 9-1991

d'informations entre la Securities
Exchange Commission (SEC) et la Com-
nauté en assurant une consultation régulière
sur les questions d'intérêt commun, en par-
ticulier l'évolution des marchés des valeurs
mobilières et les fondements des réglemen-
tations de ces marchés aux États-Unis
dans la Communauté.

Pays d'Asie et d'Amérique latine

Pays d'Asie

1.3.33. Résolution du Parlement européen
sur la situation dans le Sud-Est asiatique

Adoption par le Parlement européen,
12 septembre. Le Parlement souhaite qu'une
coopération entre la Communauté et
l'ANASE soit approfondie et complétée par
une approche bilatérale qui prenne en
compte les problèmes spécifiques des di-
fférents pays. Il souhaite que cette coopération
intègre la protection de l'environnement
et notamment la conservation de la forêt
tropicale. Il estime que l'octroi d'aides com-
munautaires doit être lié au respect des
droits de l'homme dans le pays bénéficiaire
et demande que les ventes d'armes à l'In-
désie soient suspendues tant que les résolu-
tions de l'ONU sur le Timor oriental n'au-
ront pas été appliquées.

En ce qui concerne les autres pays du Sud-
Est asiatique, le Parlement demande un
accroissement de l'aide communautaire au
Cambodge, au Viêt-nam et au Laos et
félicite en particulier de l'amélioration de la
situation politique dans ce dernier pays
avec lequel il demande à la Commission
d'envisager un accord de commerce et de
coopération. Il dénonce, en revanche, la
répression en Birmanie et demande à la
Commission et à la coopération politique
d'ouvrir des contacts avec la Coalition
nationale de l'Union de Birmanie.

JO C 267 du 14.10.1991